économique en Algérie ?

Ce faisant, elle crée les conditions objectives pour une perpétuation du régime rentier et exclut, du même coup, toute perspective de construction d'une économie diversifiée.

L'obstacle politique

La persistance des comportements rentiers interpelle l'Etat dans son rôle de régulateur. Les comportements rentiers sont tout ce qu'il y a de rationnel et il serait vain de vouloir s'y opposer sans modifier la structure incitative que véhicule le mode de régulation de l'économie nationale. L'intérêt de la collectivité ne se confondant pas avec celui des rentiers, il est en effet du devoir de l'Etat d'intervenir afin de canaliser les comportements économiques des différents centres d'accumulation dans le sens d'un élargissement des activités productives. Pour y parvenir, des mesures économiques et juridiques suffisent. Encore faut-il que cela soit politiquement envisageable, car, en l'occurrence, l'on voit mal un pouvoir politique dont la légitimité repose sur sa capacité à redistribuer les richesses provenant de l'exportation du pétrole renoncer au seul instrument qui lui permet de se maintenir et de se consolider sans avoir à user de la coercition ou de la violence. Dans cette attitude, on discerne une rationalité politique qui, manifestement, est en conflit avec la rationalité économique supposée préserver l'intérêt de la collectivité. Ne pas combattre économiquement les comportements rentiers offre un avantage politique certain pour les détenteurs du pouvoir politique, mais il compromet en revanche très sérieusement toute perspective de redressement économique dans le court et moyen terme.

Dans sa mise en œuvre, la politique économique de l'Etat se heurte par ailleurs à la difficulté de concilier les intérêts, souvent antagoniques, des différentes catégories sociales. La politique économique ne se résume pas en effet à la mise en œuvre d'une rationalité abstraite. Les arbitrages qu'elle institue portent l'empreinte des intérêts contradictoires des groupes sociaux et politiques en présence. C'est là un aspect important du préalable politique à un changement économique fécond, c'est-à-dire producteur d'un arrangement institutionnel favorisant le développement des activités productives au détriment des activités de captage de rentes. Tant que l'intérêt de la catégorie sociale qui détient le pouvoir politique réside dans le maintien des politiques économiques antérieures, ce qui est manifestement le cas en Algérie, il est peu probable que ce changement se produise.

Dans sa mise en œuvre, la politique économique de l'Etat se heurte par ailleurs à la difficulté de concilier les intérêts, souvent antagoniques, des différentes catégories sociales. La politique économique ne se résume pas en effet à la mise en œuvre d'une rationalité abstraite. Les arbitrages qu'elle institue portent l'empreinte des intérêts contradictoires des groupes sociaux et politiques en présence.

La libéralisation externe n'a pas conféré à la rente pétrolière un nouveau statut. Elle a, au contraire, conforté le statu quo. Ce dernier se reflète, pour ne prendre que cet indicateur, dans la part ridiculement maigre de produits manufacturés dans les exportations. Le pays est devenu le lieu où prospère le secteur dit protégé (i.e. les activités qui sont à l'abri de la concurrence étrangère, telles que les services, la construction, les travaux publics…), secteur qui se développe grâce au recyclage de la rente pétrolière, à travers notamment les marchés publics, tandis que les activités manufacturières connaissent un déclin que rien ne semble, en l'absence d'un changement structurel qui créerait des incitations pour les activités productives, pouvoir freiner. Diversifier l'économie nationale ne vise pas autre chose que l'instauration d'un ordre économique nouveau.

La construction sans accrocs de ce dernier exige que le conflit de répartition trouve son issue sur la base d'une légitimité renouvelée. Quand il y a défaut de légitimité, on a tendance à recourir aux solutions de fuite en avant pour régler le conflit de répartition. Plus la légitimité est grande, plus les possibilités de trouver un compromis n'hypothéquant pas la croissance seront grandes. Outre qu'elle permet de régler les conflits de répartition avec le moins de «dégâts», la légitimité politique crée les conditions les moins mauvaises pour la construction d'un compromis social crédible autour de l'orientation générale à suivre en matière de politique économique.

S. B.

J'écris l'Histoire !

Par Aziz Farès

J'aimerais partager l'optimisme grisant de certains qui contraste avec le pessimisme ambiant qui imbibe la société algérienne.

J'aimerais surtout partager un espoir.

Fondé sur une Histoire dans laquelle se rencontrent d'illustres personnages. Mythiques, légendaires, ils vivent dans notre mémoire ces héros dont nous pouvons être fiers. Le sommes-nous ? Qu'est-ce qui nous (re)lie à saint Augustin (frère des *koufar* de Tibhirine !) mis sur un même pied d'égalité que la Kahina ? (une femme *hachakoum*).

A Massinissa qui côtoie Abane ? (des Berbères !!!) A Moufdi Zakaria, émigré pour l'éternité ? A Ferhat Abbas emprisonné au lendemain d'une Indépendance confisquée ? A Krim victime d'un crime commis par ses frères ? Aux Hassiba aux jambes de gazelle, médaillées d'or à qui on veut couvrir le visage ? Au peuple algérien qui a vaillamment affronté le colonialisme pour se jeter dans les bras des préfectures de Navarre ?

Les peuples heureux n'ont pas d'Histoire, car ils n'ont pas besoin de héros, nous dit Hegel. Les peuples heureux vivent l'instant présent en ayant la force de se projeter dans un avenir qu'ils fabriquent en le préparant. Driss Chraïbi, auteur marocain, nous interpelle : «Aurons-nous un jour un autre avenir que notre passé ?» Quelles leçons avons-nous tiré de l'Histoire ? Nous nous référons sans cesse à la glorieuse lutte de Libération en oubliant les luttes fratricides. Nous sublimons l'ALN pour mieux fustiger l'ANP. Nous nous référons à l'époque de Qoraïche en blasphémant sans penser que «la maison passe». Tout cela au nom de l'Histoire ! Bien sûr que cette Histoire a existé. Faut-il la réécrire sans cesse ou écrire notre futur ? Nous voulons à tout prix donner un sens à notre vie en proclamant que nous avons «une» Histoire. Faut-il que cette Histoire soit celle d'un homme ou celle de tout un peuple ? Dans ce cas, nous n'aurions plus d'Histoire mais DES Histoires que nous devons assumer sans honte. Une Histoire vivante dans laquelle nous sommes ancrés, une Histoire dont la trame guide nos pas, une Histoire enseignée, une Histoire partagée, une Histoire qui nous montre tels que nous sommes, une Histoire dont personne n'a gommé des pans entiers, une Histoire qui ne renie pas ses enfants, une Histoire qui ne fait l'apologie de personne, une Histoire vraie qui raconte notre Histoire, celle de nos Pères, celle du temps où l'Islam n'existait pas, celle où l'Islam a donné son impulsion, celle des Romains, des Turcs, des Français, l'Histoire des Berbères qui ont marqué cette terre de leur empreinte, l'Histoire des chrétiens qui ont donné des papes, l'Histoire qui se construit pour mieux nous permettre d'avancer dans la vie, une Histoire que l'on comprend. Les peuples heureux... ont un seul héros.

Sommes-nous heureux ?

A. F.

azizfareslesoir@gmail.com